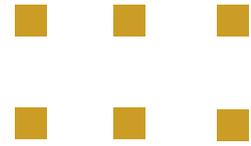


Contexte géopolitique et économique mondial

(K. DJURICIC, P. BELTRAMELLO)



Sommaire

1.1 Définitions

- 1.1. Définition de la thématique du dossier
- 1.2 Lien avec le sujet/questions clés pour ses avenir

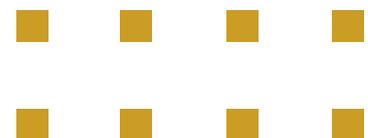
2. Rétrospective

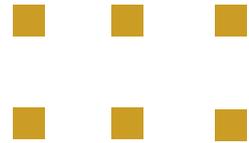
- 2.1. Dynamiques passées
- 2.2. Dynamiques en cours

3. Exploration prospective

- 3.1. Tendances lourdes
- 3.2. Incertitudes
- 3.3. Controverses
- 3.3. Germes de changement / faits porteurs d'avenir
- 3.5. Ruptures

4. Bibliographie





1. Définitions

Cette macro variable explore la géopolitique, l'Europe politique et les dynamiques économiques mondiales.

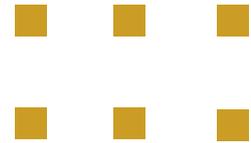
1.1. Définitions de la thématique du dossier

La **géopolitique**, selon Yves Lacoste (2012), se définit comme toute rivalité de pouvoirs sur ou pour un territoire, impliquant une dispute principale pour l'influence ou la souveraineté territoriale. Le concept de territoire, dans le cadre géopolitique, ne se limite pas à une portion abstraite d'espace, mais englobe des éléments tels que les frontières, la topographie, les populations, les ressources géologiques, et même les nouveaux territoires comme le cyberspace et l'Internet.

L'importance de la géopolitique réside dans son rôle central dans l'analyse des relations internationales, en examinant les rivalités entre pouvoirs inspirés par des idées de conquête ou de défense territoriale. Contrairement à une idée répandue, c'est davantage la rivalité entre les pouvoirs que l'intérêt économique ou stratégique d'un territoire qui détermine les antagonismes géopolitiques.

La dynamique politique et économique de l'Europe est intrinsèquement liée aux enjeux globaux contemporains. L'UE est le plus grand bloc commercial du monde, et le modèle de démocratie transnationale le plus significative de l'histoire, ce qui lui confère une influence clé dans la gouvernance économique mondiale. En plus, l'état de la démocratie en Europe offre des perspectives sur la gouvernance et les libertés civiles. Cela est crucial pour comprendre comment ces principes sont préservés et défendus dans un contexte politique complexe (Restoring Price Stability and Securing Strong and Green Growth, 2023). Comprendre ces aspects est donc essentiel non seulement pour les acteurs au sein de l'UE, mais aussi pour les décideurs et les entreprises à l'échelle mondiale. Cette compréhension permet d'anticiper les tendances par rapport aux normes commerciales mondiales, aux réglementations environnementales et plus en général sur la santé des institutions transnationales et de l'économie mondiale (The global risks report 2024, 2024; Wallace, H., Pollack, M. A., Roederer-Rynning, C., Young, 2021). L'Europe est aussi à l'avant-garde de la transition vers une économie durable et la neutralité climatique. Comprendre comment l'Europe intègre les questions environnementales dans ses politiques est crucial pour évaluer les progrès vers les objectifs mondiaux de durabilité (Restoring Price Stability and Securing Strong and Green Growth, 2023).

Plus généralement, la compréhension de la **dynamique économique internationale** permet de comprendre les mécanismes qui sous-tendent les trajectoires du développement mondial. Dans un monde fortement interconnecté, les fluctuations économiques dans un pays ou une région peuvent avoir des implications considérables à l'échelle mondiale. Cette interdépendance est particulièrement visible dans les flux commerciaux, financiers et d'investissement (The global risks report 2024, 2024). À cette égard, l'impact des politiques monétaires des banques centrales, telles que la Réserve fédérale des États-Unis (FED) et la Banque centrale européenne (BCE), sur la dynamique économique mondiale est considérable. Ces institutions sont essentielles à la préservation de la stabilité financière, agissant comme prêteurs de dernier recours en temps de crise et contribuant ainsi à maintenir la confiance dans les systèmes financiers mondiaux. La gestion de l'inflation est cruciale pour assurer un environnement économique stable, les niveaux d'inflation affectent directement les taux de change et, par conséquent, le commerce international. Observer les politiques économiques et fiscales est fondamental car elles vont influencer la croissance, l'emploi, l'inflation et plus en général les comportements économiques des entreprises et des citoyens.



1.2 Lien avec le sujet/questions clés pour ses avenir

La compréhension de la dynamique politique et économique mondiale est indispensable pour évaluer l'avenir du développement de l'économie circulaire car elle permet de prendre en compte **les influences et les contraintes externes** qui pourraient façonner son évolution, principalement à travers les dynamiques de croissance économique mondiale, les politiques monétaires et financières, le commerce et les investissements mondiaux, ainsi que les prix des matières premières et les politiques environnementales. En analysant ces dynamiques fortement interconnectés, il est possible d'anticiper les changements réglementaires, les opportunités et les défis potentiels qui pourraient impacter l'industrie et l'économie circulaire.

Le développement de l'économie circulaire est étroitement lié aux dynamiques politiques européennes en raison de son rôle central dans la réalisation des objectifs de développement durable, la transition vers une économie verte, et la promotion de la compétitivité et de l'innovation. Les politiques de l'UE reflètent un engagement fort envers l'économie circulaire, influençant ainsi les actions des États membres et des entreprises. Interroger les facteurs qui soutiennent cette dynamique résulte fondamentale pour imaginer les contours dans laquelle l'industrie peut se développer.

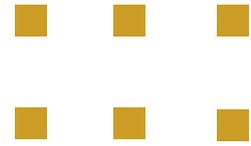
1. Étant donné que les enjeux géopolitiques sont principalement liés de nos jours à des questions de ressources et matières premières et que l'Europe y a un accès restreint, les questions suivantes devraient être posées : Quels sont les enjeux géopolitiques actuels ? Quelles sont les logiques qui les animent ?
2. Quelles sont les plus grandes menaces et opportunités pour l'industrie en France et en Europe ?
3. Quelles ressources sont considérées comme critiques pour les entreprises en Europe, et comment leur disponibilité impacte-t-elle les opérations commerciales ?
4. Quels défis spécifiques les entreprises européennes rencontrent-elles en matière d'accès aux ressources essentielles, et quels enjeux cela pose-t-il pour leur compétitivité ?
5. Face à la rareté croissante des ressources, aux contraintes réglementaires et aux tensions dans les accords commerciaux, comment les entreprises peuvent-elles réimaginer leurs chaînes de valeur pour assurer une gestion plus efficace et durable des matières premières ?
6. Quel est le rôle de l'économie circulaire dans les enjeux géopolitiques et économiques ? Est-ce une nécessité face à des enjeux environnementaux ou bien est-elle une réponse de l'Europe face à son manque d'accès aux ressources clés pour l'industrie ?

2. Rétrospective

2.1 Dynamiques passées

Géopolitique

2009-2014 : Rééquilibrage des Pouvoirs



Montée de la Chine : La Chine a continué son ascension économique, devenant un acteur majeur dans le commerce mondial et les investissements à l'étranger. Cela a entraîné un rééquilibrage des chaînes d'approvisionnement mondiales, avec de nombreuses industries déplaçant leur production en Chine ou dans d'autres pays asiatiques pour réduire les coûts. La dépendance croissante à l'égard du marché chinois a également rendu les industries européennes vulnérables aux tensions commerciales et aux fluctuations de la demande chinoise.

2001-2014 : Les BRICS – vers un monde multipolaire : Les BRICS, dont l'origine remonte à 2001, sont composés du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Les BRICS se formalisent au fil des années, organisant des sommets annuels depuis 2009. Les membres représentent 40% de la population mondiale et 25% du PIB mondial. Ils cherchent à contester la suprématie occidentale, notamment en créant la New Development Bank en 2014 pour financer des projets d'infrastructure et établir une réserve monétaire, en opposition au FMI. Cette opposition vient du fait que le FMI est conditionné par les États-Unis et l'UE par leur pouvoir de veto. Les BRICS veulent également réduire la domination du dollar, qui donne aux États-Unis un pouvoir géopolitique central.

2015-2020 : Nouvelles Tensions et Technologies

Guerres commerciales : Les États-Unis, sous l'administration Trump, ont initié des guerres commerciales, notamment avec la Chine, en imposant des tarifs douaniers. Cela a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, incitant les entreprises à diversifier leurs sources et à repenser la globalisation.

Brexit : Le Royaume-Uni votant pour quitter l'Union Européenne a créé de l'incertitude dans les marchés et a affecté les échanges commerciaux, les investissements et la mobilité de la main-d'oeuvre dans et hors de l'UE. Le Brexit a posé des défis en termes d'accès au marché unique européen pour le Royaume-Uni et a créé de l'incertitude pour les entreprises européennes opérant au Royaume-Uni, perturbant les échanges commerciaux et les investissements.

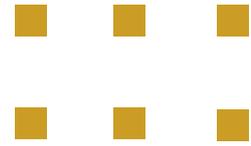
Technologies émergentes : L'avènement de l'intelligence artificielle, de la robotique, et de la blockchain a commencé à transformer les secteurs industriels, offrant de nouvelles opportunités mais aussi des tensions croissantes sur l'accès à certaines ressources liées (semi-conducteurs à Taiwan).

2021-2024 : Défis Continus et Nouvelles Dynamiques

Pandémie de COVID-19 (2019-2021) : La pandémie a eu un impact dévastateur sur l'économie mondiale, perturbant les chaînes d'approvisionnement, modifiant les modèles de consommation, et accélérant la digitalisation des industries. Elle a également souligné l'importance de la résilience des chaînes d'approvisionnement et de la diversification des sources.

Changement climatique et durabilité : La pression croissante pour lutter contre le changement climatique a poussé les industries à adopter des pratiques plus durables, influençant les décisions d'investissement et les innovations dans les technologies vertes.

Tensions géopolitiques continues : Les tensions entre les grandes puissances, notamment les États-Unis, la Chine, et la Russie, ont continué à influencer la géopolitique mondiale, avec des implications pour la sécurité énergétique, le commerce, et les investissements dans les technologies et les infrastructures critiques.



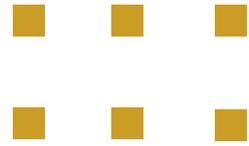
Économie internationale

Crise de la zone Euro : Dans les années suivant la crise financière mondiale de 2008, de nombreux pays ont accru leur endettement pour financer des mesures de relance économique, entraînant une hausse des ratios de dette sur PIB. La crise de la dette souveraine européenne, débutant autour de 2010, a vu des pays de la zone euro, notamment la Grèce, l'Italie, l'Espagne, et le Portugal, lutter contre des niveaux d'endettement élevés, nécessitant des programmes d'assistance financière et des mesures d'austérité. Dans ce climat d'incertitude, Mario Draghi, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE) de l'époque, a formulé une promesse historique, celle de faire "quoi qu'il en coûte" pour protéger l'euro. Cette déclaration marquait un engagement à mobiliser tous les instruments à la disposition de la BCE afin de stabiliser l'économie de la zone euro, avec l'objectif de pacifier les marchés financiers, de réduire les écarts de taux d'intérêt et de soutenir les nations les plus vulnérables. Les mesures prises, y compris les opérations de refinancement à long terme et les programmes d'achats d'obligations souveraines, ont fourni une aide cruciale et la liquidité nécessaire aux économies en difficulté. L'initiative de Draghi a joué un rôle déterminant non seulement dans la gestion immédiate de la crise, mais aussi dans la réaffirmation de l'engagement envers l'union monétaire et l'intégration économique européenne, mettant en avant l'importance de la coordination durant les périodes de crise. Néanmoins, cette période a également suscité des interrogations sur la durabilité à long terme de l'euro et a mis en évidence les défis des politiques économiques de l'UE, conduisant à l'instauration de mesures d'austérité controversées et à une hausse notable des mouvements sociaux.

Le grand effondrement du commerce, tensions commerciales internationales, et « friend-shoring » : Le "Great Trade Collapse" (Grand Effondrement du Commerce) fait référence à la chute rapide et profonde du commerce mondial qui a suivi la crise financière de 2008-2009. Cette période a été caractérisée par une diminution significative des flux commerciaux à travers le monde, bien plus marquée que le recul de la production économique globale. La chute du commerce a été universelle, touchant presque tous les pays et secteurs, ce qui a conduit à une période de réflexion intensive sur les mécanismes du commerce international, la globalisation, et les vulnérabilités économiques mondiales. La crise a entraîné une réduction significative de la demande de biens de consommation et d'équipements, qui sont généralement les plus échangés au niveau international.

Dans les années 2010, la relation commerciale entre les États-Unis et la Chine est devenue tendue, entraînant une série de tarifs et de contre-tarifs. La stratégie de sécurité nationale américaine de 2017 cite la Chine (avec la Russie) comme un « concurrent stratégique défiant la puissance, l'influence et la sécurité des États-Unis. La guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, déclenchée en mars 2018 avec des hausses significatives des droits de douane américains sur des produits chinois comme l'acier, est rapidement suivie par des contre-mesures chinoises. Le plan stratégique Made in China 2025, visant les technologies de pointe (pharmacie, IT, spatial, robotique, etc.), inquiète également les États-Unis, qui y voient une « agression économique » et une menace en matière de technologies et de propriété intellectuelle. Cette guerre commerciale a affecté les flux commerciaux mondiaux et a suscité des inquiétudes quant à l'avenir des relations commerciales internationales. Pendant l'administration Trump, des tensions sur les tarifs et les accords commerciaux ont également touché la relation transatlantique. En outre, le Brexit a conduit à des années d'incertitude concernant la future relation économique du Royaume-Uni avec l'UE et sa position économique mondiale (Larcon, 2020).

Les rivalités géopolitiques ont alimenté un protectionnisme accru et l'utilisation croissante de restrictions transfrontalières pour des raisons de sécurité nationale. De nombreux pays envisagent le « friend-shoring » - le fait de commercer principalement avec des pays partageant des valeurs similaires (telles que les institutions démocratiques ou le maintien de la paix) - comme un moyen de minimiser l'exposition à l'instrumentalisation du commerce et de garantir l'accès à des intrants critiques, en particulier ceux nécessaires à la transition écologique. Bien que le friend-shoring soit motivé par des objectifs légitimes, tels que garantir un accès à long terme aux



matières premières critiques, notamment celles nécessaires à la transition écologique, la réalisation de ces objectifs peut avoir un prix très élevé et peut entraîner une escalade des mesures protectionnistes, l'introduction de restrictions à l'exportation, une concurrence en matière de subventions et une incertitude quant au traitement futur des biens échangés à travers les frontières internationales en alimentant une dynamique inflationniste (Aiyar, S., Presbitero, A. F., Ruta, 2023).

La pandémie et une reprise affaiblie par des tensions grandissantes : L'épidémie de COVID-19 a provoqué une contraction significative et soudaine de l'économie mondiale. Le PIB mondial a diminué d'environ 3,5% en 2020, de nombreux pays connaissant des récessions plus profondes. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été encore plus gravement perturbées, mettant en évidence leur fragilité (Gagnon, J. E., Kamin, S. B., & Kearns, 2023). Pour faire face à cette perturbation économique, de nombreuses mesures de relance ont été mises en place par les gouvernements du monde entier, notamment des plans de relance budgétaire. Ces mesures visent à stimuler la demande, soutenir les entreprises et les ménages affectés par la crise, ainsi que favoriser la reprise économique.

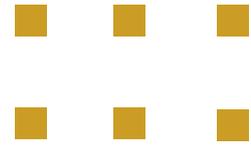
Après la pandémie, la croissance mondiale du PIB a maintenu un rythme de 3-4% annuellement (environ 2% dans l'UE), signalant une reprise économique progressive mais solide, soutenue par des politiques de relance et une approche accommodante de la politique monétaire. Cependant, malgré cette reprise, les disparités se sont accentuées, renforçant le sentiment d'exclusion chez certains et amplifiant la défiance envers les élites.

Europe politique

Après la crise financière de 2008, l'UE s'est concentrée sur le renforcement de son cadre de gouvernance économique pour prévenir de futures crises. Les initiatives clés comprenaient le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) et le Pacte Budgétaire, conçus pour imposer une discipline fiscale plus stricte parmi les États membres. Les difficultés économiques ont alimenté l'euroscepticisme, en particulier dans des pays comme la Grèce et l'Italie, où les mesures d'austérité ont conduit à un mécontentement public significatif (Gozgor, 2022).

Pressions migratoires et populistes : L'afflux croissant de réfugiés et de migrants, en particulier pendant la guerre civile syrienne et la chute de Kadhafi en Libye, a mis à rude épreuve les ressources de l'UE et a révélé des divisions sur la politique d'immigration, telles que les politiques de quotas de réinstallation et le principe de solidarité entre les États membres ou l'accord UE-Turquie de 2016 ou l'approche désorganisée voire conflictuelle entre acteurs européens (Italie et France notamment) en Libye. L'UE n'a pas trouvé de réponse cohérente et efficace à l'afflux de réfugiés et de migrants, ce qui a alimenté la montée des partis anti-immigration et nationalistes à travers le continent.

La rapidité des changements sociaux et l'afflux d'immigrants sont perçus par certains comme une menace pour les valeurs et les modes de vie traditionnels, fournissent un terreau fertile pour les discours populistes qui prônent un retour à l'ordre et à l'autonomie nationale. Le vote du Royaume-Uni en 2016 pour quitter l'UE a été un événement monumental, soulevant des questions sur l'avenir de l'intégration de l'UE et la montée des sentiments nationalistes. À travers l'UE, les partis populistes ont gagné du terrain, défiant la politique centriste traditionnelle. Cela a été évident lors des élections au Parlement européen en 2019, où les partis populistes ont augmenté leur représentation (Gozgor, 2022). Le mouvement des Gilets Jaunes en France a également mis en lumière les tensions et la frustration parmi une partie de la population française. Selon Dani Rodrik (2021), la montée du populisme est intrinsèquement liée à la globalisation, une relation qui découle de l'interaction complexe entre économie, politique et société. Rodrik argumente que bien que la globalisation ait apporté des avantages économiques considérables, tels que l'augmentation du commerce international et des flux d'investissement, elle a également engendré des perdants nets au sein de certaines communautés et



économies nationales. Ainsi, le populisme souligne la nécessité d'un équilibre entre ouverture économique et protection des communautés locales, ainsi que de repenser les politiques de redistribution et d'inclusion sociale pour atténuer les inégalités (Rodrik, 2018, 2021).

Réponse à la pandémie et nouvelles perspectives : Le plan de relance NextGenerationEU, comprenant un fonds de 750 milliards d'euros, a été une étape importante vers une réponse fiscale conjointe, ouvrant pour la première fois à un mécanisme de mutualisation de la dette. La question sur une responsabilité fiscale reste encore ouverte et incertaine, réfléchissant aux controverses entre nations loin d'être résolue. Cependant, une nouvelle attention a été mise sur l'approfondissement de l'intégration de l'UE dans des domaines tels que la santé, la politique numérique et la défense, et la transition vers une économie verte. Notamment, le Pacte Vert de l'UE (EU Green Deal), visant la neutralité climatique à l'échelle de l'UE d'ici 2050, est devenu un objectif politique central. Ce plan ambitieux a été à la fois célébré pour son approche prospective et critiqué pour sa faisabilité et son impact économique. Récemment, il a été évoqué un risque de ralentissement progressive des politiques environnementale vis-à-

vis aux implications grandissant de la guerre en Ukraine (plein de réarmement, initiative de Coopération Structurée Permanente (CSP) et le développement du Fonds européen de la défense) et aux pressions sociales montant dans différent secteur économiques clés comme l'agriculture et aux coûts du réarmement (D'aprile, 2024).

2.2 Dynamiques en cours

Géopolitique

L'impact de la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a eu un impact considérable sur l'Union Européenne et l'industrie européenne, y compris française, affectant plusieurs secteurs clés et créant une série de défis économiques et géopolitiques.

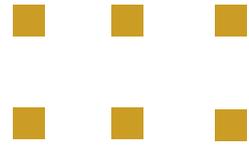
Secteurs Impactés

Énergie : L'Europe, fortement dépendante du gaz et du pétrole russes, a été confrontée à des hausses significatives des prix de l'énergie, exacerbant les problèmes d'inflation et mettant en péril la sécurité énergétique. Cela a particulièrement touché les industries énergivores, telles que la manufacture, la chimie, et la production de métaux.

Agriculture : L'Ukraine étant un grand exportateur de céréales, le conflit a perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire, impactant l'industrie agroalimentaire européenne et les prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. L'UE a notamment levé les droits de douanes des produits agricoles ukrainiens provoquant la colère des producteurs locaux qui voient arrivés des volumes importants de produits à bas prix.

Technologie et automobile : Les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont également affecté l'industrie technologique et automobile, déjà fragilisées par la pénurie mondiale de semi-conducteurs.

Commerce et Investissement : Les sanctions contre la Russie et la rupture des liens commerciaux ont perturbé le commerce et les investissements, avec des répercussions sur divers secteurs économiques à travers l'Europe.



Économie internationale

Ralentissement de la croissance mondiale : La croissance mondiale prévue en 2024 est de 2,4 %, marquant une troisième année de ralentissement. Ce déclin est attribuable à des politiques monétaires et financières restrictives, ainsi qu'à un commerce et des investissements mondiaux faibles. Bien que les grandes économies et la Chine ralentissent, certaines économies émergentes et en développement (EMDE) montrent une amélioration, malgré des défis liés à la dette et aux risques géopolitiques.

En zone euro, la croissance a fortement ralenti à 0,4 % en 2023, en raison des prix élevés de l'énergie liés au conflit en Ukraine. Pour 2024, une croissance de 0,7 % est attendue, mais reste modeste. L'assouplissement des pressions inflationnistes pourrait stimuler les salaires réels et les revenus disponibles, bien que les politiques monétaires restrictives précédentes limitent la demande intérieure, notamment l'investissement des entreprises et la croissance du crédit (Global Economic Prospects, 2024).

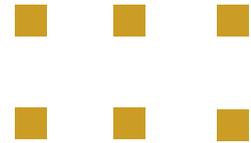
Les prix des matières premières ont diminué en 2023 en raison du ralentissement économique mondial, avec des prix du pétrole en baisse de 11 %. Cette tendance devrait se maintenir en 2024 et 2025, en raison d'une offre abondante et d'une demande modérée. L'inflation mondiale a atteint un pic de 4,8 % en 2022, mais depuis, elle s'est modérée. Cependant, elle reste supérieure à l'objectif dans la plupart des économies avancées et environ la moitié des EMDE, posant des défis pour la normalisation de la politique monétaire.

Les hausses de taux d'intérêt par les banques centrales des économies avancées ont eu un impact significatif sur les marchés financiers mondiaux, entraînant une augmentation des coûts d'emprunt et un risque de crédit accru pour les pays émergents et en développement, en particulier ceux avec des niveaux élevés de dette et des notations de crédit faibles.

Pression pour la durabilité : investisseurs, consommateurs et politiques : La demande croissante des investisseurs pour des placements durables et des consommateurs pour des produits respectueux de l'environnement exerce une pression significative sur les entreprises pour adopter des pratiques circulaires. Cela crée un cercle vertueux où les entreprises qui innovent et intègrent l'économie circulaire dans leur modèle d'affaires sont récompensées par une meilleure performance sur le marché et une image de marque renforcée. Les actifs mondiaux en investissement durable ont atteint 35,3 trillions USD en 2020, représentant 36% de tous les actifs sous gestion, mettant en évidence une demande croissante pour des investissements qui prennent en compte des critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance ("Global Debt Is Returning to its Rising Trend," 2023; Global Sustainable Investment Review 2022, 2022). Les initiatives et politiques globales, telles que l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, renforcent l'élan mondial pour l'action climatique et la durabilité. Ces engagements internationaux encouragent une action coordonnée et offrent des objectifs communs pour la transition vers une économie circulaire, soulignant l'importance d'une réponse globale aux défis environnementaux. Plus de 110 pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, conformément à l'Accord de Paris. Cet engagement global illustre l'importance croissante accordée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la transition vers des économies durables.

Europe politique

Pressions grandissantes : État de droit et élargissement



Récemment, la question de l'état de droit dans l'Union européenne est devenue un sujet préoccupant. En particulier, les pays d'Europe centrale et orientale ont été critiqués pour des atteintes à l'indépendance de la justice, à la liberté de la presse et aux droits fondamentaux. La crise migratoire et les mouvements populistes ont profondément affecté l'Union européenne, remettant en question sa capacité à trouver des réponses cohérentes et efficaces face à ces défis. Des tensions ont surgi avec des États membres comme la Pologne et la Hongrie concernant des questions liées à l'État de droit, aux normes démocratiques et à la liberté des médias. Ces tensions ont un impact sur la cohésion de l'Union européenne et soulèvent des questions sur sa capacité à maintenir un front uni face aux défis internes et externes (Hutton, 2021; Malingre, 2023).

Le conflit Russie-Ukraine en 2022 a fortement influencé la politique de l'UE, en particulier en ce qui concerne la dépendance énergétique et la politique étrangère. La réponse à la guerre en Ukraine a montré une capacité remarquable de l'UE à s'unir autour de positions communes, notamment en matière de sanctions contre la Russie. Ce consensus renforcé pourrait faciliter la progression d'autres politiques communes, y compris la réponse aux crises futures (Becherer & Maurer, 1997).

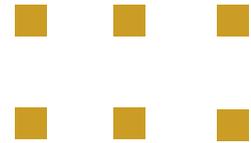
En réponse à la guerre, l'Ukraine a officiellement demandé l'adhésion à l'UE, un geste suivi par la Moldavie et la Géorgie. Le conflit a accru l'urgence de ces demandes, plaçant l'UE devant la nécessité de réévaluer son processus d'élargissement pour répondre aux crises sécuritaires et géopolitiques. La guerre en Ukraine a renforcé le sentiment d'unité parmi les États membres de l'UE et a réaffirmé leur engagement envers les valeurs européennes, ce qui pourrait favoriser un élan renouvelé pour l'élargissement, notamment vers les Balkans occidentaux et les pays du Partenariat oriental.

Le virage à droite en Europe est un phénomène qui gagne du terrain, particulièrement remarquable dans les pays scandinaves comme la Finlande et la Suède, et même au sein de pays fondateurs comme l'Italie et les Pays-Bas. Des partis d'extrême droite, auparavant en marge du spectre politique, accèdent désormais à des rôles gouvernementaux aux côtés des partis de droite traditionnels (Koutsokosta, 2023). Cette montée est alimentée par des facteurs variés, notamment l'immigration, l'économie, et le contexte post-pandémique, ainsi que par un désenchantement vis-à-vis des partis politiques conventionnels. L'approche des élections européennes de 2024 pourrait signifier un alignement politique plus conservateur, avec des conséquences sur des enjeux tels que l'immigration, le changement climatique, et la règle de droit au sein de l'UE ("Is the EU facing a «New Right» surge in Europe's 2024 elections?," 2024).

3. Exploration prospective

3.1 Tendances lourdes

Le populisme influence le pouvoir : Au cours des dernières années, le populisme a significativement influencé le paysage politique mondial, devenant une tendance notable dans de nombreuses démocraties. Une défiance croissante envers les institutions traditionnelles et le sentiment que les systèmes politiques ne représentent pas adéquatement les volontés populaires ont favorisé l'émergence de leaders et de mouvements se présentant comme des alternatives au "système" établi. Les gouvernements populistes tendent à promouvoir des politiques protectionnistes, de contrôle des frontières strictes, et un scepticisme envers la coopération internationale et les accords multilatéraux, qu'ils perçoivent comme menaçant la souveraineté nationale (Koutsokosta, 2023; Rodrik, 2021). Les mouvements migratoires importants et les changements démographiques rapides ont suscité des inquiétudes identitaires et culturelles, que les partis populistes exploitent souvent en promouvant des politiques



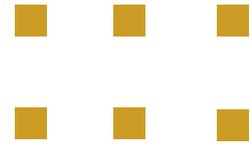
nationalistes et anti-immigration. Ainsi, la montée du populisme exacerbe les clivages sociaux, en polarisant les débats politiques autour d'identités et de valeurs, et en attisant les tensions entre différents groupes de la société (Gozgor, 2022).

Augmentation des dettes souveraines : La tendance de la dette souveraine au cours des dix dernières années a été caractérisée par une augmentation notable à l'échelle mondiale. Selon le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, le ratio de la dette publique mondiale sur PIB a atteint des niveaux historiquement élevés. Le "Global Debt Database" du FMI montre que la dette mondiale (incluant à la fois le secteur privé et public) a atteint environ 226% du PIB mondial en 2020, avec une part significative due à l'augmentation de la dette publique. L'augmentation des ratios de la dette publique par rapport au PIB dans les économies européennes est une tendance observée due à plusieurs facteurs. Dans un contexte de croissance économique faible ou atone, les recettes fiscales des gouvernements tendent à stagner ou à croître lentement, rendant difficile la réduction des déficits budgétaires sans coupes significatives dans les dépenses ou augmentations des impôts. Avec l'augmentation des taux d'intérêt mondiaux, le service de la dette – c'est-à-dire les intérêts à payer sur la dette existante – devient plus coûteux. Cela crée un cercle vicieux où plus de revenus sont nécessaires pour servir la dette, laissant moins de ressources disponibles pour d'autres dépenses publiques. Dans un environnement mondial où les conditions de financement se resserrent, ces économies peuvent être confrontées à des coûts d'emprunt plus élevés, ce qui augmente encore leur charge de la dette. Les ratios de la dette publique par rapport au PIB devraient augmenter à moyen terme dans la plupart des économies de marché émergentes européennes. Ces pays devront mieux rationaliser les dépenses et mobiliser les recettes pour réduire les ratios de la dette publique. Cela a comme conséquence attendu une augmentation des risques pour la stabilité financière découlant des coûts de crédit plus élevés, des bilans immobiliers des ménages et des entreprises plus faibles, et de l'exposition des banques au marché immobilier. La gestion de cette dynamique nécessite des politiques équilibrées qui favorisent à la fois la discipline fiscale et les investissements stratégiques pour soutenir la croissance et la stabilité à long terme.

Impact du changement démographique : Le changement démographique se profile comme un facteur déterminant pour l'avenir. La tendance à la baisse de la fertilité et le renversement progressif de la pyramide démographique auront des impacts significatifs sur la géopolitique, l'économie et la politique dans les années à venir. Ces changements démographiques, caractérisés par une réduction des taux de natalité et une augmentation de l'espérance de vie, conduisent à une population vieillissante et à un déclin de la population en âge de travailler dans de nombreuses régions du monde comme en Europe (Italie et Allemagne) et en Asie (Japon et Chine). Le vieillissement de la population entraîne une réduction de la main-d'oeuvre disponible et augmente la charge sur les systèmes de protection sociale, en raison de la nécessité accrue pour les soins de santé et les pensions. Ces phénomènes pourraient réduire la croissance économique, augmenter les coûts de production et mettre sous pression les budgets gouvernementaux. Géopolitiquement, les nations avec des populations vieillissantes pourraient voir leur influence s'affaiblir, tandis que celles avec des populations plus jeunes pourraient gagner en dynamisme et en puissance. Politiquement, le vieillissement de la population pourrait modifier les priorités politiques, avec une attention accrue sur les besoins des personnes âgées, ce qui pourrait influencer les dynamiques électorales et les politiques publiques. Ayant un impact significatif sur les dimensions géopolitiques, économiques et politiques, le changement démographique va redessiner l'équilibre du pouvoir mondial, avec des pays à démographie jeune gagnant en influence, tandis que ceux confrontés au vieillissement de leur population doivent naviguer des défis pour maintenir leur position (Lu, 2023; Roser, M., Ritchie, 2023).

3.2 Incertitudes

Enjeux et perspectives pour l'Union européenne et la France dans les négociations nucléaires iraniennes :
Reprise de l'accord nucléaire iranien : Les négociations sont en cours pour relancer l'accord nucléaire de 2015



entre les États-Unis, l'Iran et d'autres grandes puissances mondiales, connu sous le nom de Plan d'action global commun (JCPOA). Bien qu'il y ait un large consensus selon lequel l'Iran souhaite revenir au JCPOA, certaines hypothèses clés sous-tendant cette croyance sont remises en question. Ces hypothèses comprennent la volonté de l'Iran de revenir sur ses demandes de négociation, le risque que le nouveau président conservateur iranien puisse compromettre l'accord, l'étendue du besoin économique de l'Iran et la possibilité que les États-Unis et l'Iran évitent des actions pouvant involontairement faire dérailler l'accord.

Le renouvellement du Plan d'action global commun (JCPOA) pourrait avoir plusieurs implications pour l'Union européenne (UE) :

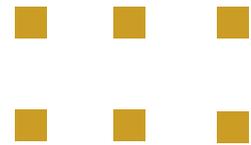
1. Levée des sanctions sur l'Iran, favorisant les échanges commerciaux et investissements, stimulant la croissance économique de l'UE.
2. Prévention du développement d'armes nucléaires par l'Iran, contribuant à la sécurité régionale et mondiale, réduisant les risques de conflits.
3. Amélioration des conditions de vie en Iran grâce à la levée des sanctions, stimulant l'économie et facilitant l'accès aux biens et services.
4. Diversification des sources d'énergie de l'UE avec une augmentation potentielle des exportations de pétrole et de gaz depuis l'Iran.
5. Possibilité d'établir des liens diplomatiques plus forts, favorisant la collaboration sur diverses questions régionales et mondiales.

La France a également joué un rôle dans la conclusion du JCPOA. Une prise d'initiative de la France pourrait ouvrir des opportunités diplomatiques, en la plaçant parmi les premiers pays à proposer des échanges commerciaux et des investissements.

Gestion de la politique fiscale et de l'endettement et impact sur la transition vers l'économie circulaire : La gestion de la politique fiscale et de l'endettement, notamment le retrait des stimuli fiscaux et monétaires et la capacité à relever les défis structurels, constitue une source d'incertitude majeure pour le développement de l'industrie vers une économie circulaire. Selon le Fonds Monétaire International (Restoring Price Stability and Securing Strong and Green Growth, 2023)(2023), le retrait des stimuli fiscaux et monétaires pourrait être prématuré ou désordonné, en particulier dans les pays disposant d'un espace politique limité et d'un fardeau de la dette élevé. À l'inverse, l'incapacité à relever les défis structurels de longue date pourrait entraver la croissance potentielle et la compétitivité. Les décisions prises dans ce domaine influencent directement la disponibilité de financements pour des initiatives vertes, la stabilité économique, la capacité à entreprendre des réformes structurelles nécessaires, et la position compétitive sur le marché mondial ("Global Debt Is Returning to its Rising Trend," 2023).

La transition vers une économie circulaire requiert des investissements substantiels dans des technologies propres, des innovations, et des infrastructures durables. Un retrait prématuré du soutien fiscal et monétaire, sans adéquatement adresser les défis structurels, peut réduire la disponibilité des capitaux nécessaires pour ces investissements. La littérature économique suggère que les politiques fiscales restrictives dans les contextes d'endettement élevé peuvent limiter la capacité des gouvernements à financer ou subventionner des initiatives écologiques essentielles (Becker, 2019). Une incertitude économique accrue peut différer ou décourager les investissements privés dans ces domaines.

Défis Structurels et Transition Écologique : L'incapacité à résoudre les problèmes structurels, tels que l'inefficacité énergétique ou la dépendance aux énergies fossiles, peut entraver la transition vers une économie circulaire et durable. Ces défis requièrent des actions gouvernementales soutenues et des réformes structurelles qui pourraient être compromises par des contraintes fiscales et un fardeau d'endettement important. Dans un contexte global où d'autres nations investissent fortement dans le développement durable, une gestion fiscale inadéquate et l'endettement pourraient miner la compétitivité internationale des industries nationales. Cela



pourrait restreindre leur capacité à exporter des technologies vertes et à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales de l'économie circulaire.

L'instabilité politique en Occident : La potentielle victoire de Donald Trump aux États-Unis et l'avancée de la droite en Europe représentent des dynamiques politiques susceptibles d'augmenter l'incertitude sur la stabilité politique et d'impacter négativement le développement durable. Une victoire de Trump pourrait signifier un retour à des politiques moins favorables à l'environnement, telles que le soutien aux énergies fossiles et le désengagement par rapport aux accords internationaux sur le climat, comme l'Accord de Paris dont il avait retiré les États-Unis. Les positions isolationnistes, tant de Trump que de certains leaders européens de droite, menacent la capacité collective à répondre efficacement aux crises environnementales mondiales, notamment par rapport aux mesures contre le changement climatique (Becker, 2019). Ces orientations politiques pourraient freiner la transition énergétique nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable. Le soutien à des industries à forte intensité carbonique et la réticence à investir dans les technologies vertes compromettent la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la promotion d'une économie circulaire. La coopération internationale est cruciale pour adresser les défis du développement durable.

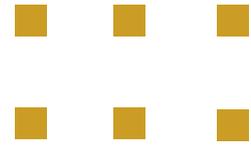
Ces dynamiques posent des défis à la stabilité politique et au développement durable, avec une incertitude accrue et un environnement moins favorable aux politiques de transition ambitieuses (Becker, 2019).

Capacité de l'Europe à résister à l'expansion chinoise : La "Belt and Road Initiative" (BRI) de la Chine, lancée en 2013, vise à étendre l'influence chinoise à travers le développement d'infrastructures et d'investissements à l'échelle mondiale, incluant des projets routiers et ferroviaires en Asie Centrale, en Russie, et au Moyen-Orient, ainsi que des investissements dans la voie arctique pour réduire les temps de trajet. L'initiative englobe également le soft power via des actions culturelles et sportives. Parallèlement, l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) chinois dans des régions clés comme l'Afrique et l'Amérique latine, souvent sans conditions politiques, menace de surpasser le leadership technologique et les investissements européens et américains, notamment dans les secteurs manufacturier, énergétique, et des ressources naturelles. Cette stratégie pourrait non seulement redéfinir la géographie économique mondiale, en déplaçant certaines activités manufacturières de la Chine vers l'Afrique et d'autres régions en développement, mais aussi accroître l'influence de la Chine sur les politiques mondiales, y compris les régulations sur le CO2 (Popper et al., 2011).

Pour l'industrie française et européenne, cette expansion chinoise représente à la fois un défi et une opportunité. D'une part, elle pourrait entraîner une réduction des activités manufacturières en Europe au profit de régions où la Chine investit massivement, mettant en péril la position concurrentielle européenne sur le marché mondial. D'autre part, elle l'Europe peut renforcer sa compétitivité par des partenariats stratégiques avec l'Afrique, des investissements accrus dans la recherche et le développement, et une politique éducative adaptée, pour maintenir et améliorer sa position dans l'économie mondiale. En réponse, l'Europe pourrait envisager des actions préventives et réactives, comme le développement de politiques commerciales protectrices et la poursuite d'investissements dans la recherche scientifique et technologique, pour sécuriser ses intérêts économiques et industriels face à l'expansion chinoise.

La réaction de l'UE face à la montée en puissance des BRICS : L'élargissement récent des BRICS en 2024, incluant l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie Saoudite, et les Émirats Arabes Unis, représente une évolution significative sur la scène mondiale, avec des implications directes pour l'Union Européenne et la France, notamment dans l'industrie. Cette expansion peut être vue comme une opportunité pour l'UE de diversifier ses alliances et ses opportunités commerciales, tout en confrontant les défis liés à la dé-dollarisation et aux changements dans la géopolitique globale des énergies et des ressources naturelles.

Les nouveaux membres des BRICS apportent une diversité géographique et économique au bloc, offrant de nouvelles avenues pour le commerce et l'investissement, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et des



technologies propres. L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, en particulier, jouent un rôle pivot dans l'économie globale de l'énergie, ce qui pourrait influencer les politiques énergétiques et environnementales à l'échelle mondiale (Katanich, 2023; Rolofs, 2023).

Pour l'industrie européenne et française, l'élargissement des BRICS peut signifier une nécessité d'adapter les stratégies commerciales et d'investissement pour naviguer dans ce nouvel ordre économique mondial. La diversification des partenariats commerciaux et l'accès à de nouveaux marchés dans les pays membres des BRICS peuvent stimuler la croissance économique, l'emploi et l'influence globale de l'Europe et de la France. Cela comprend l'exploration de secteurs tels que le génie mécanique, l'automobile, les énergies renouvelables et la chimie, où des liens économiques forts existent déjà entre des pays comme l'Allemagne et les Émirats Arabes Unis (Rolofs, 2023).

La coopération dans les domaines de la technologie propre et des énergies renouvelables, en particulier avec des pays tels que les Émirats Arabes Unis, connus pour leurs efforts de diversification économique, aligne les objectifs de durabilité de l'Europe avec les compétences en technologies propres et énergies renouvelables des pays du Golfe. Cette synergie pourrait promouvoir la protection du climat à l'échelle mondiale.

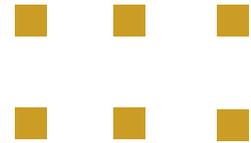
L'expansion des BRICS et les ambitions de dé-dollarisation soulignent également la nécessité pour l'UE de développer des stratégies pour maintenir sa stabilité économique et financière face à des changements potentiels dans le système financier global et les monnaies de réserve. Engager un dialogue constructif avec les pays des BRICS sur des questions telles que le changement climatique, le commerce international, et la coopération économique pourrait être essentiel pour naviguer dans ce paysage en évolution et pour assurer que les intérêts européens soient protégés et promus dans ce contexte mondial en mutation (Katanich, 2023; Kienzle, 2023).

L'émergence de l'Afrique comme acteur clé de la croissance verte : L'Afrique connaît actuellement une dynamique de transformation marquée par des initiatives ambitieuses de développement économique et environnemental. Les "plans d'émergence" adoptés par de nombreux pays africains témoignent d'un retour de la planification stratégique au cœur de leurs politiques de croissance et de développement, rompant ainsi avec les décennies de politiques néolibérales du "Consensus de Washington". Cette nouvelle approche met en évidence le rôle central de l'État dans l'économie et le développement, soulignant l'importance de la diversification économique, de la mobilisation des recettes intérieures, et du commerce régional (Burucoa, 2020).

L'Afrique se positionne comme un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique, offrant d'importantes opportunités d'investissement dans les domaines du climat et de la croissance verte. Ces opportunités, estimées à des milliers de milliards de dollars, vont des technologies intelligentes à faible émission de carbone aux infrastructures résilientes aux changements climatiques (Perspectives économiques en Afrique 2023, 2023). Toutefois, la réalisation de ce potentiel est freinée par divers obstacles, notamment l'absence de stratégies de croissance verte à long terme et un profil de risque d'investissement perçu comme élevé.

La coopération entre l'Afrique et l'Union Européenne, notamment la France, est cruciale. La France a historiquement joué un rôle dans le développement africain et pourrait tirer parti de cette dynamique émergente en renforçant les partenariats stratégiques avec l'Afrique dans les domaines de l'économie, de la recherche, et de la sécurité. Cette coopération pourrait contribuer à une croissance économique stabilisée, une sécurité accrue et une influence politique renforcée pour l'Afrique, tout en offrant à l'Europe et à la France des opportunités d'investissement et une collaboration renforcée dans la recherche et l'innovation, favorisant ainsi le développement de technologies et de méthodes propices à la transformation africaine.

Pour l'industrie européenne et française, l'émergence africaine représente une opportunité d'explorer de



nouveaux marchés, de développer des partenariats industriels et technologiques, et de participer à des projets d'infrastructure d'envergure. La coopération dans le financement de la croissance verte et l'action climatique peut également ouvrir la voie à des investissements stratégiques dans des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, la gestion des ressources naturelles, et les technologies propres. En outre, le renforcement des relations euro-africaines pourrait permettre à l'Europe de jouer un rôle de premier plan dans les relations internationales, en soutenant l'Afrique dans son parcours vers un développement durable et inclusif (Popper et al., 2011).

3.3 Signaux faibles / Germes de changement

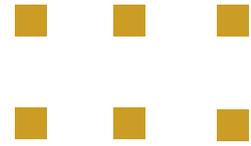
Tensions sur la Nouvelle route de la soie : L'influence chinoise s'étend désormais à l'échelle mondiale, touchant l'Afrique et l'Amérique latine. Outre les projets matériels, la Chine utilise le "soft power", impliquant des actions culturelles et sportives, pour renforcer son influence. Cependant, concernant les prêts octroyés par la Chine, les pays contractants sont mis en dépendance financière. Pour cette raison, la Thaïlande a refusé l'offre chinoise pour le financement d'une voie ferrée jugée défavorable. La Tanzanie bloque également des travaux portuaires en imposant des conditions à Pékin. Des préoccupations environnementales, liées aux émissions de gaz à effet de serre et à la menace sur la biodiversité, sont soulevées comme c'est le cas en Serbie où la Chine exploite la mine de cuivre (Arte, 2022).

Crises sur des points de passage stratégiques : Les navires évitant la mer Rouge en raison des attaques houthies pourraient entraîner une augmentation significative des prix des biens, impactant la chaîne d'approvisionnement mondiale. Les coûts élevés de l'assurance et la recherche de mesures de sécurité accrues ont déjà des répercussions sur le transport maritime. La suspension de la navigation sur cette route prolonge les voyages jusqu'à 75%, entraînant des coûts supplémentaires. Les attaques au Yémen suscitent des inquiétudes pour le commerce mondial, en particulier avec l'augmentation du trafic par le canal de Suez en raison des problèmes dans le canal de Panama. Malgré les efforts internationaux de sécurité, les experts redoutent des impacts négatifs sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et les consommateurs.

3.4 Controverses

Pour se réindustrialiser, l'Europe doit céder au protectionnisme : Une controverse en Europe concerne les circuits courts, la relocalisation et la maîtrise des matériaux critiques. Bien que la prise de conscience de ces enjeux soit présente en Europe, la politique d'achat au prix le plus bas sans discrimination géographique persiste. Les principaux concurrents de l'Europe, comme la Chine et les États-Unis, adoptent des barrières non tarifaires pour protéger et favoriser leurs industries naissantes, tandis que l'Europe subventionne la transition sans distinction géographique. Il y a la nécessité de signaux pérennes et puissants pour inciter le secteur privé à investir, mettant en avant des initiatives de la Commission européenne mais notant également le besoin de mesures telles que la taxe carbone aux frontières et des normes qualitatives protectionnistes pour éviter le risque de dysfonctionnement du processus de relocalisation et de régionalisation des filières.

Politiques expansives (déficit) VS Contrainte budgétaires (dette) : La controverse entre les politiques expansives, fondées sur l'augmentation du déficit pour financer les politiques publiques, et les contraintes budgétaires imposées par la gestion de la dette, reflète une tension profonde au sein de l'Union Européenne (UE) entre les impératifs de discipline fiscale et les besoins de financement pour stimuler la croissance, assurer la cohésion sociale, et répondre aux défis tels que le vieillissement démographique et la transition écologique. Cette tension souligne la difficulté de trouver un équilibre entre les mesures d'austérité, nécessaires pour maintenir la confiance des marchés, et les politiques de stimulation économique pour éviter la récession. Les



débats sur l'efficacité et l'équité de l'austérité, exacerbés par la crise de la dette dans la zone euro, ont mis en lumière des positions divergentes sur ces politiques. La question du partage des charges financières et de la mutualisation des dettes au sein de l'UE soulève également des controverses. Tandis que certains États membres plaident pour une plus grande solidarité financière, y compris à travers des mécanismes de mutualisation des dettes, d'autres insistent sur la responsabilité nationale et le respect strict des règles budgétaires communes. Cette dichotomie reflète les disparités économiques et fiscales entre les États membres, rendant difficile l'adoption d'une approche collective efficace face aux défis financiers.

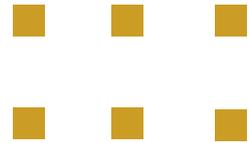
Les nouvelles règles économiques de l'UE prévues pour 2024 marquent un retour à la discipline fiscale, avec une attention particulière à la réduction de la dette. Cependant, le risque d'un retour à l'austérité est réel, avec des implications potentielles sur l'emploi, les salaires, les services publics et la pauvreté. La Confédération Européenne des Syndicats (ETUC) avertit que ces règles pourraient empêcher les États membres d'atteindre les objectifs d'investissement de l'UE dans l'économie verte et numérique, appelant à une réforme pour exclure l'investissement public net des règles de budget équilibré et à renforcer la capacité fiscale européenne ("EU Sovereign Debt 2024: Mixed Outlook And New Rules," 2024).

Europe des Nations (Confédération) VS Europe Unie (Fédération) : La controverse entre la vision d'une Europe des nations, orientée vers une confédération, et celle d'une Europe unie, tournée vers une fédération, incarne un clivage central dans le débat sur l'avenir de l'intégration européenne. Ce débat oppose deux conceptions de l'Europe : d'un côté, celle qui privilégie la souveraineté nationale et l'autonomie des États membres dans une structure confédérale flexible ; de l'autre, celle qui envisage une intégration plus poussée sous forme fédérale, avec un transfert de compétences vers une entité supranationale visant à renforcer l'efficacité décisionnelle, la solidarité entre les États membres, et la stature internationale de l'Union.

Les partisans d'une Europe des nations valorisent la souveraineté nationale, la flexibilité intergouvernementale et la capacité à préserver les identités culturelles et politiques distinctes des États membres. Ils mettent en garde contre les risques d'une centralisation excessive qui pourrait éloigner les citoyens des centres de décision. Par contre, les promoteurs d'un modèle fédéral européen argumentent en faveur d'une plus grande efficacité dans la prise de décision, d'une solidarité accrue entre les régions européennes, et d'une voix plus unifiée et puissante sur la scène internationale. Ils soulignent que face aux défis globaux contemporains, tels que le changement climatique, les crises migratoires, et les menaces sécuritaires, une Europe plus intégrée est indispensable. La Commission européenne, avec Ursula von der Leyen à sa tête, a souvent plaidé pour une Europe plus intégrée, notamment à travers le Pacte vert pour l'Europe et la réponse coordonnée à la pandémie de COVID-19. Des pays comme la France, sous la présidence d'Emmanuel Macron, ont soutenu une vision plus fédéraliste, tandis que d'autres, comme la Hongrie sous Viktor Orbán, défendent fermement la souveraineté nationale et une approche confédérale. Les Verts/ALE et Renew Europe tendent à favoriser une intégration plus poussée, tandis que les partis d'extrême droite et eurosceptiques, tels que le Rassemblement National en France ou le Fidesz en Hongrie, militent pour une Europe des nations.

Cette divergence d'approches influence la manière dont les politiques environnementales et économiques sont conçues, négociées et mises en oeuvre à travers les États membres. La transition vers une économie circulaire exige une cohérence et une coordination des politiques à travers les États membres, notamment dans des domaines tels que le recyclage, la gestion des déchets, et la production durable. Une vision plus fédérale pourrait faciliter cette cohérence, tandis qu'une approche confédérale pourrait mener à une hétérogénéité qui freine l'intégration du marché et l'efficacité des politiques. Le choix entre ces deux visions influencera l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre des réglementations, et la capacité de l'industrie européenne à innover et à rester compétitive.

Progression des politiques communautaires et élargissement de l'Europe : Depuis la crise de la dette souveraine européenne, l'UE a pris des mesures significatives pour renforcer l'UEM, notamment à travers la mise en place du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) et l'approfondissement de l'Union Bancaire. L'UE s'est engagée



fermement en faveur de la transition écologique, notamment à travers le Pacte Vert pour l'Europe, annoncé en 2019. La solidarité entre les États membres reste un pilier central des politiques de l'UE, particulièrement mise en évidence par le plan de relance NextGenerationEU en réponse à la pandémie de COVID-19. Sur le plan international, l'UE continue de renforcer sa politique extérieure et de sécurité commune, notamment en réponse aux défis géopolitiques croissants et continue de travailler sur sa politique d'élargissement et de voisinage, cherchant à stabiliser son voisinage immédiat tout en soutenant les aspirations européennes des pays candidats. Toutefois, la mise en oeuvre de ces politiques communes est souvent marquée par des débats et des négociations complexes, reflétant la diversité des intérêts (controverses) et des perspectives au sein de l'Union.

3.5 Ruptures

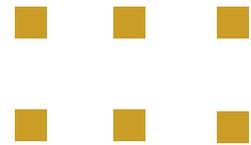
Le conflit armé entre le Japon et la Chine : Un conflit entre le Japon et la Chine semble possible. Les tensions historiques et les différends territoriaux, notamment sur les îles Senkaku (riche en gaz et en pétrole), seraient des facteurs déclenchants. Le Japon cherche à renforcer ses capacités militaires, s'inquiétant des ambitions chinoises en Asie de l'Est. La situation autour de Taiwan est également critique, avec la Chine affirmant sa volonté d'unifier Taiwan, tandis que le Japon resserre ses liens avec les alliés régionaux et renforce ses forces armées.

D'autres signaux faibles nous montrant possible cet événement de se produire sont : la construction d'une nouvelle base militaire japonaise sur l'île d'Aishigaki à Okinawa, où le Japon fait ses préparatifs face à la menace perçue de la Chine. Le changement de posture du Japon est également lié à la pression américaine pour une contribution accrue à l'alliance militaire, illustrée par l'augmentation du budget de la défense à 2% du PIB. Enfin, les États-Unis, l'allié du Japon cherchent à encercler la Chine dans un contexte de nouvelle guerre froide mondiale.

En cas de rupture, les implications économiques seraient massives. Les marchés financiers mondiaux réagiraient avec une volatilité extrême, les investisseurs cherchant des actifs refuge. Les cours des matières premières subiraient une forte pression. Les répercussions sur l'économie mondiale et européenne seraient significatives, avec des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et des impacts sur la croissance économique.

En cas de conflit entre le Japon et la Chine, les entreprises européennes pourraient faire face à des conséquences majeures, notamment des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, des fluctuations des coûts, une réduction de la demande, une volatilité des marchés financiers, des risques géopolitiques accrus et la nécessité d'adapter leurs stratégies commerciales. Ces impacts pourraient entraîner des retards de production, des hausses de prix, des difficultés à répondre à la demande, des défis financiers, des risques de sécurité, et la nécessité de réévaluer les partenariats et les marchés internationaux. La diversification des sources d'approvisionnement et la gestion des risques géopolitiques devraient devenir des priorités pour atténuer ces conséquences.

Admission d'Israël et de la Palestine dans l'Union européenne : Un autre élément de rupture (positif pour l'UE) implique l'admission d'Israël et de la Palestine dans l'Union européenne (UE), ce qui remodelerait le paysage politique, notamment en termes de culture, de politique et d'économie (Popper et al., 2011). La proposition, envisage l'adhésion des deux pays à l'UE après des négociations rapides. Cette évolution inattendue pourrait avoir des conséquences significatives sur le processus d'expansion de l'UE, favorisant la paix et stabilisant le Moyen-Orient. Les principaux acteurs incluent les élites politiques d'Israël, de l'Autorité palestinienne et des pays de l'UE. Les signaux faibles indiquant cette évolution potentielle comprennent le nombre croissant de Juifs israéliens ayant la citoyenneté de l'UE et des enquêtes montrant un désir d'adhésion à l'UE parmi les Israéliens et les Palestiniens. Les signaux futurs pourraient inclure l'élection parallèle de partis modérés en Israël et dans l'Autorité palestinienne, un transfert



de pouvoir des États-Unis à l'UE, et des discussions sur l'adhésion à l'UE avec des pays d'Afrique du Nord. Ces signaux pourraient suggérer un changement du paysage politique qui permettrait l'inclusion d'Israël et de la Palestine dans l'UE. Les impacts d'un tel scénario seraient énormes. Un accord de paix permanent pourrait entraîner des avantages économiques, tels qu'un dividende de la paix pour Israël en raison de la réduction des dépenses militaires et des opportunités commerciales améliorées pour la Palestine. Les implications en termes de sécurité seraient significatives, et la résolution du conflit israélo-palestinien pourrait inspirer l'optimisme et des résolutions pacifiques dans d'autres conflits. La démarche pourrait également avoir des implications culturelles pour l'UE, surtout si certains pays membres s'opposent fortement à l'inclusion d'un pays arabe musulman à part entière dans les institutions de l'UE. Les impacts économiques pourraient découler de l'énorme fossé économique entre la Palestine et l'UE.

Désintégration de la zone Euro : L'événement de rupture envisagé est la désintégration soudaine de la zone euro, caractérisée par une perturbation économique majeure, la dérégulation entre les pays européens et une dévaluation compétitive de l'euro. Les signaux faibles comprennent les crises financières en Grèce et en Islande (2008). Les impacts potentiels incluent la résurgence du nationalisme, le déclin du marché unique, des crises économiques graves, le chômage, l'agitation sociale, la perte de confiance dans l'intégration européenne, et des conséquences mondiales.

Les signaux faibles permettant d'envisager cet événement de rupture incluent la crise financière mondiale en 2008, les difficultés économiques de la Grèce et de l'Islande, ainsi que les préoccupations persistantes pour l'Espagne et le Portugal. Des investisseurs se retirent des marchés financiers européens, les gouvernements font face à la résistance à des mesures d'austérité, et les citoyens subissent une détérioration de leur qualité de vie, créant un climat de méfiance généralisée envers les gouvernements et les institutions financières.

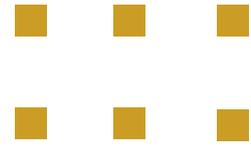
Les entreprises européennes devraient faire face à une déstabilisation majeure des marchés, des changements dans les politiques commerciales et des défis significatifs en matière de réglementation et de législation. La recherche et l'innovation pourraient être considérablement impactées, avec une réduction potentielle des financements.

La réduction de la domination du dollar américain : cet événement de rupture pourrait avoir plusieurs implications pour l'économie de l'Union européenne (UE) et les entreprises européennes :

1. L'UE pourrait diversifier ses réserves de change en incluant davantage d'autres devises. Cela pourrait réduire la vulnérabilité aux fluctuations du dollar et créer une structure de réserves plus équilibrée.
2. Cela peut entraîner une diversification des devises utilisées pour les transactions internationales et avoir des implications sur les coûts de financement des entreprises européennes si elles doivent s'adapter à de nouvelles devises ou mécanismes de règlement.
3. Si d'autres devises gagnent en importance au détriment du dollar, cela pourrait modifier les dynamiques du commerce international. Les entreprises européennes pourraient être amenées à diversifier leurs partenaires commerciaux et à ajuster leurs stratégies d'exportation et d'importation en fonction des devises prédominantes.
4. Une réduction de la domination du dollar pourrait influencer l'accès aux marchés de capitaux. Les entreprises européennes pourraient chercher à lever des fonds dans des devises alternatives, ce qui pourrait nécessiter des ajustements dans les pratiques financières et les mécanismes de financement.
5. Les entreprises européennes pourraient devoir s'adapter à de nouveaux partenariats et alliances, en fonction des devises qui gagnent en importance.

Les BRICS (dés)unis

Les différences économiques et géopolitiques entre les membres posent des défis, notamment les tensions entre la Chine et l'Inde dans l'Himalaya. À la différence des autres, la Chine est aussi un géant industriel, tandis que la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud sont principalement axés sur les exportations de matières premières. Les



exportations de ces trois derniers pays sont fortement liées à la Chine, les plaçant dans une position de dépendance économique.

L'augmentation des tensions au sein des BRICS pourrait encourager certains membres à rechercher de nouvelles alliances ou à renforcer les relations existantes avec d'autres blocs économiques ou pays, potentiellement réalignant les dynamiques de pouvoir mondiales. Par exemple, l'Inde pourrait intensifier sa collaboration avec les États-Unis, l'Europe ou le Quad (Australie, Inde, Japon, États-Unis) comme contrepoids à la Chine (Smith, 2021). Cela peut être une opportunité pour l'UE et la France de rejoindre cette alliance pour l'instance informelle. La dépendance de la Russie, du Brésil et de l'Afrique du Sud envers la Chine pour leurs exportations de matières premières pourrait devenir un point de vulnérabilité. Ces pays pourraient chercher à diversifier leurs partenaires commerciaux et économiques pour réduire leur dépendance, ce qui pourrait remodeler les relations économiques régionales et globales. L'UE et la France pourraient voir de nouvelles opportunités ou défis dans le commerce international, notamment en termes de diversification des sources d'importation et d'exportation.

Une rupture de dépendance de la production avec la Chine

Suites notamment aux conséquences de la crise COVID et de la prise de conscience de la très grande dépendance de l'Europe aux chaînes d'approvisionnement et aux centres de production chinois, l'UE décide un large plan de relocalisation afin de diminuer drastiquement cette dépendance.

La France se rapproche des BRICS

La France, sous l'impulsion d'un changement politique important décide de prendre ses distances vis-à-vis des États-Unis en se retirant de l'OTAN et voit les BRICS comme une opportunité de développement massif de son économie. Elle décide de se rapprocher des BRICS par des accords commerciaux importants sans toutefois aller jusqu'à une adhésion en tant que membre actif.

4. Bibliographie

Aiyar, S., Presbitero, A. F., Ruta, M. (2023). *Geoeconomic Fragmentation: The Economic Risks from a Fractured World Economy*.

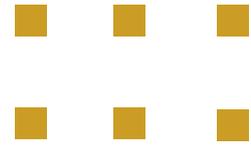
Arte. (2022). *La Chine en Serbie, porte d'entrée du marché européen*. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=yfCH2Kt_lbi&t=300s

Becherer, R. C., & Maurer, J. G. (1997). The Moderating Effect of Environmental Variables on the Entrepreneurial and Marketing Orientation of Entrepreneur-led Firms. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 22(1), 47–59. <https://doi.org/10.1177/104225879702200103>

Becker, J. (2019). Cultural backlash: Trump, Brexit, and authoritarian populism. *International Affairs*, 95(5), 1168–1169. <https://doi.org/doi.org/10.1093/ia/iiz097>

Burucoa, C. (2020). *Etats d'émergence en Afrique*. Retrieved from <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/etats-d-emergence-en-afrique-0>

D'aprile, F. (2024). *L'Ue sePELLISce la transizione green sotto una montagna di armamenti*. Retrieved from <https://www.editorialedomani.it/politica/europa/lue-sePELLISce-la-transizione-green-sotto-una-montagna-di-armamenti-x2nete52>



de Calignon, G. (2024). L'industrie européenne menacée par le renforcement de la concurrence chinoise. Les Echos. Retrieved from <https://www.lesechos.fr/monde/chine/lindustrie-europeenne-menacee-par-le-renforcement-de-la-concurrence-chinoise-2075152>

EU Sovereign Debt 2024: Mixed Outlook And New Rules. (2024). Retrieved from www.spglobal.com/ratings/en/research/articles/240207-eu-sovereign-debt-2024-mixed-outlook-and-new-rules-12992428

Gagnon, J. E., Kamin, S. B., & Kearns, J. (2023). The impact of the COVID-19 pandemic on global GDP growth. *Journal of the Japanese and International Economies*, 68. <https://doi.org/10.1016/j.jjie.2023.101258>

Géopolitique_définitions. (n.d.). Retrieved January 25, 2024, from <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/277002-definir-la-geopolitique-par-yves-lacoste>

Global Debt Is Returning to its Rising Trend. (2023). Retrieved from <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/09/13/global-debt-is-returning-to-its-rising-trend>

Global Economic Prospects. (2024).

Global Sustainable Investment Review 2022. (2022).

Gozgor, G. (2022). The role of economic uncertainty in the rise of EU populism. *Public Choice*, 190(1–2), 229–246. <https://doi.org/10.1007/s11127-021-00933-7>

Hutton, W. (2021). The EU is locked in a momentous fight with Poland. And the UK is backing the wrong side. *The Observer*. Retrieved from <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/oct/31/boris-johnson-picked-wrong-side-polands-battle-with-eu-over-rule-of-law>

Is the EU facing a «New Right» surge in Europe's 2024 elections? (2024). RFI. Retrieved from www.rfi.fr/en/international/20240119-is-the-eu-facing-a-new-right-surge-in-europe-s-2024-elections

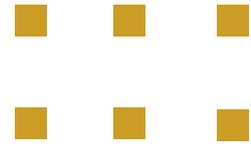
Katanich, D. (2023). How the BRICS expansion could shake up the world economy. *Euronews*. Retrieved from <https://www.euronews.com/business/2023/08/29/how-the-brics-expansion-could-shake-up-the-world-economy>

Kienzle, M. (2023). The BRICS Expansion: Perspectives for the EU. *EIAS*. Retrieved from <https://eias.org/publications/the-brics-expansion-perspectives-for-the-eu/>

Koutsokosta, E. (2023). Why the far-right is increasingly getting into power across Europe. Retrieved from www.euronews.com/my-europe/2023/06/19/why-the-far-right-is-increasingly-getting-into-power-across-europe

Lacoste, Y. (2012). La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique. Retrieved January 25, 2024, from <https://www.cairn.info/revue-herodote-2012-3-page-14.htm>

Larcon, J.-P. (2020). Les sanctions américaines s'intensifient, Huawei déclenche le mode survie. Retrieved from <https://www.slate.fr/story/194136/economie-huawei-guerre-commerciale-etats-unis-chine-sanctions-embargo-survie>



Lu, M. (2023). When Will the Global Population Reach Its Peak? Visual Capitalist. Retrieved from www.visualcapitalist.com/when-will-the-global-population-reach-its-peak/

Malingre, V. (2023). Etat de droit: La Cour de Luxembourg juge illégale la réforme de la justice polonaise. Le Monde. Retrieved from www.lemonde.fr/international/article/2023/06/06/etat-de-droit-la-cour-de-luxembourg-juge-illegale-la-reforme-de-la-justice-polonaise_6176373_3210.html

Perspectives économiques en Afrique 2023. (2023). Retrieved from <https://www.afdb.org/fr/documents-publications/perspectives-economiques-en-afrique-2023>

Popper, R., Miles, I., Ravetz, J., Teichler, T., Montenegro Perini, Ivan Cox, D., & Butler, J. (2011). WILD CARDS - Policy Alerts from iKnow Project. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.11252.81286>

Restoring Price Stability and Securing Strong and Green Growth. (2023). <https://doi.org/doi.org/10.5089/9798400254116.086>

Rodrik, D. (2018). Populism and the economics of globalization. *Journal of International Business Policy*, 1(1–2), 12–33. <https://doi.org/10.1057/s42214-018-0001-4>

Rodrik, D. (2021). Why Does Globalization Fuel Populism? *Economics, Culture, and the Rise of Right-Wing Populism*. *Annual Review of Economics*, 13.

Rolofs, O. (2023). Could Europe stand to gain from the expansion of BRICS? Euronews. Retrieved from <https://www.euronews.com/2023/09/11/could-europe-stand-to-gain-from-the-expansion-of-brics>

Roser, M., Ritchie, H. (2023). Two centuries of rapid global population growth will come to an end. Our World in Data. Retrieved from <https://ourworldindata.org/world-population-growth-past-future>

Smith, S. A. (2021). The Quad in the Indo-Pacific: What to Know. Council on Foreign Relations. Retrieved from <https://www.cfr.org/in-brief/quad-indo-pacific-what-know>

The global risks report 2024. (2024). Retrieved from <https://www.preventionweb.net/publication/global-risks-report-2024-19th-edition>

Wallace, H., Pollack, M. A., Roederer-Rynning, C., Young, A. R. (2021). Policy-Making in the European Union. In *Policy-Making in the European Union* (8th ed.). Oxford University Press. Retrieved from www.oxfordpoliticstrove.com/display/10.1093/hepl/9780198807605.001.0001/hepl-9780198807605